

Le Rwanda attend toujours les renforts de l'ONU

Nsengiyaremye, Thaddee

Reuters, 18 mai 1994

KIGALI, 18 mai, Reuter - Les représentants de l'Onu au Rwanda ont réclamé des renforts et une aide humanitaire d'urgence pour éviter la mort de nombreux civils innocents.

“C'est très bien de voir le monde s'attrister devant le carnage et le condamner mais qu'il est temps de faire quelque chose”, a déclaré à Reuter Abdoul Kabia, directeur exécutif de la Mission des Nations unies d'Assistance au Rwanda (Minuar).

“Nous avons besoin de soutien logistique, de transports de troupes blindés et de soldats pour mettre fin à la tuerie. Tout le monde est atterré par les massacres mais la communauté internationale ne doit pas se contenter de paroles. Elle doit agir maintenant”, a-t-il dit.

“Plus importants seront les retards, plus nombreux seront les civils qui mourront de faim ou de manque de soins médicaux, et moins nous pourrons fournir une protection à ces gens”, a ajouté Abdoul Kabia.

Le Conseil de sécurité a autorisé mardi l'envoi de 5.500 casques bleus africains au Rwanda. Ils devront créer des zones de sécurité où les civils pourront se réfugier.

Selon des organisations humanitaires, plusieurs centaines de milliers de personnes - surtout des Tutsis et des opposants hutus - ont été massacrées depuis l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, un Hutu, le 6 avril dernier, dans ce pays de 7,5 millions d'habitants.

Selon le général Roméo Dallaire, chef de la Minuar, le déploiement des nouveaux contingents de l'Onu pourrait prendre un mois ou deux.

Mais les rebelles tutsis du Front populaire du Rwanda (FPR) ont dénoncé ces délais et jugé qu'il valait mieux, pour arrêter les massacres, qu'ils s'emparent de tout le pays.

— “Libérer tout le pays” —

Denis Polisi, vice-président adjoint du FPR, s'est félicité de l'envoi de casques bleus de l'Onu à des fins strictement humanitaires mais a souligné qu'ils seraient considérés comme des ennemis s'ils s'écartaient de cette tâche.

Mercredi, des officiers de la Minuar ont fait état de progrès dans les pourparlers indirects entre les rebelles et le gouvernement rwandais en vue d'un cessez-le-feu.

Denis Polisi a pour sa part exclu toutes négociations directes entre le FPR et le gouvernement, accusé de soutenir les auteurs des massacres. Il a en même

temps réaffirmé que son mouvement était prêt à conclure une trêve à condition que les massacres cessent.

“Mais notre objectif reste l’arrêt des massacres et nous ne pouvons l’atteindre qu’en libérant tout le pays”, a-t-il dit.

Les rebelles souhaitent le déploiement de casques bleus de l’Onu dans les régions tenues par le gouvernement, où les massacres se poursuivent, mais affirment que leur présence n’est pas nécessaire dans les zones sous leur contrôle.

Mardi, le FPR a menacé d’ouvrir le feu sur les troupes de l’Onu qui tenteraient de s’interposer entre eux et les troupes gouvernementales.

Denis Polisi a démenti que le RPF ne faisait pas de prisonniers, précisant qu’il détenait 2.000 prisonniers de guerre qui seront jugés en temps utile.

Il a écarté la participation à la Minuar de soldats de pays voisins du Rwanda et de la France, accusant cette dernière d’être favorable au gouvernement hutu.

L’Onu semble avoir des difficultés à constituer le contingent de 5.500 soldats autorisés à se déployer au Rwanda.

L’Afrique du Sud a démenti mercredi avoir l’intention de participer à ces opérations. On a rappelé de source proche du gouvernement de Pretoria que le président Nelson Mandela jugeait prématuré d’envoyer à l’étranger des troupes qui restent indispensables en Afrique du Sud même.

Abdoul Kabia a noté que la Minuar n’avait pas été informée de la date d’arrivée des premiers renforts et que les 500 soldats promis par le Ghana pourraient mettre plus d’une semaine avant d’arriver à Kigali. /FAN

(c) Reuters Limited 1994